



Association pour
le développement
de l'éducation en Afrique (ADEA)



BANQUE MONDIALE



Ministère
de l'Éducation de Base
Mali

Communiqué de presse

L'objectif de Bamako : plus jamais d'exclusion de l'accès à l'éducation pour des raisons financières

Bamako, 21 juin 2007 – Le Mali atteindra en 2015 les Objectifs du Millénaire en matière de scolarisation même en ce qui concerne la petite fille”, a prédit le Premier ministre malien, Ousmane Issoufi Maïga, en ouvrant jeudi 21 juin à Bamako la réunion politique de la conférence internationale sur « *l'abolition des frais scolaires : planifier la qualité et la pérennité financière* » organisée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), l'UNICEF et la Banque mondiale.

S'adressant à près de 200 participants, dont les délégations nationales de 23 pays et les experts et décideurs représentant des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des agences de coopération au développement, des institutions financières et des organisations de la société civile, M Maïga a relevé que les Etats africains ont, depuis leur indépendance, “mis l'éducation au centre de leurs préoccupations” et “fait de l'école une priorité absolue du développement économique, social et culturel”.

Il a cité l'exemple de son pays, qui consacre annuellement en moyenne 30,6% du budget national à l'éducation, et indiqué que, dans le cadre du Programme décennal du développement de l'éducation, un investissement global de 562,4 milliards de francs CFA sera consenti pour le développement du système éducatif malien à tous les niveaux, entre 2006 et 2008.

Le Premier ministre, évoquant les objectifs de la conférence dont les travaux ont commencé le 19 juin, a déclaré : “Il ne s'agit pas seulement de décréter la suppression des frais scolaires. Il faudra surtout une planification rigoureuse des dépenses d'éducation à partir des indicateurs actuels et de l'évaluation des déficits engendrés par l'abolition des frais scolaires. Le maintien ou la réalisation de l'équilibre interne du système éducatif est à ce prix.”

Auparavant, Mamadou Ndoye, secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), a présenté un résumé de la réunion technique qui a précédé et préparé la réunion politique. Ainsi, au regard des 77 millions d'enfants exclus de l'accès de l'éducation, a-t-il fait observer, “l'éthique qui fonde l'universalité et l'effectivité du droit à l'éducation comme droit humain fondamental, donc inséparable de la dignité humaine, pose la scolarisation des enfants pauvres comme un impératif catégorique”. Il a rappelé que l'objectif essentiel de l'abolition des frais scolaires “est de créer un contexte où aucun enfant ne sera exclu de l'accès à l'éducation pour des raisons financières”.

M. Ndoye a ensuite partagé avec l'assistance les messages particulièrement instructifs qui se dégagent des travaux des délégués et des experts. En premier lieu, dira-t-il, le processus d'abolition des frais scolaires est avant tout l'expression d'une forte volonté politique qui ne saurait se réduire à un simple effet d'annonce, mais se traduit par la formulation d'une politique déterminée, le



Association pour
le développement
de l'éducation en Afrique (ADEA)



BANQUE MONDIALE



Ministère
de l'Éducation de Base
Mali

lancement effectif des réformes et des arbitrages budgétaires conséquents et nécessaires à la mise en œuvre.

Le second message est que la force de la volonté politique doit s'appuyer sur une planification rigoureuse qui élabore des objectifs réalisables à court, moyen et long terme, ainsi que des rythmes et une envergure des actions basés à la fois sur une estimation juste des besoins à satisfaire et des ressources mobilisables. Il a souligné une exigence exprimée: le nécessaire équilibre entre la planification et l'action "afin que l'obsession d'achever la première n'entraîne pas la paralysie de la seconde".

Le troisième message, a poursuivi le secrétaire exécutif de l'ADEA, affirme avec force que le dialogue politique large représente un facteur décisif de succès. Il a énuméré le dialogue avec le ministre des Finances et du Plan et les bailleurs, avec les autres ministères, avec les principaux acteurs de l'éducation, le dialogue décentralisé et le dialogue pour le soutien social.

Sur une note de confiance et d'optimisme, M. Ndoye a conclu sur les résultats attendus des réflexions de la réunion politique : une articulation claire des stratégies d'abolition des frais scolaires, l'établissement ou le renforcement de partenariats efficaces internes et externes favorables à des accords et des appuis décisifs, des plans de travail pour l'échange et l'apprentissage entre pays et le renforcement de la coopération Sud-Sud.

La conférence, qui devra s'achever vendredi 22 juin sur une vision plus claire des perspectives d'avancement dans la suppression des obstacles financiers à l'éducation pour tous, enregistre la présence effective des délégations des 23 pays suivants : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Ethiopie, Ghana, Guinée, Haïti, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Papouasie Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tanzanie, Togo, Yémen et Zambie.

Bamako, 21 juin 2007

Pour plus d'informations, consultez le site Web de l'ADEA : www.ADEAnet.org ou contactez :

- **Thanh-Hoa Desruelles**, Responsable communication et publications, ADEA

A Paris : +33(0) 145 03 77 69

A Bamako : +223 330 21 31

th.desruelles@iiep.unesco.org

- **Alcinou Da Costa**, Consultant ADEA chargé des relations avec la presse

A Paris : +33(0) 1 49 80 34 82

A Bamako : +223 347 65 11

alcinou@wanadoo.fr